



Séance ordinaire du mardi 13 février 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le treize février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Laurent JAOU, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Mylène MIFSUD, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, François RIO, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI

Ressources - Gestion de dette - Fonds de soutien aux collectivités ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque - Reconduction - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a déposé, en date du 29 avril 2015, auprès du représentant de l'Etat, une demande d'aide au titre du fonds de soutien créé par l'article 92 de la loi de finances initiale pour 2014 en faveur des collectivités territoriales ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque, pour deux contrats.

Par délibération n°13895 du 30 juin 2016, Montpellier Méditerranée Métropole avait décidé de solliciter l'aide du fonds de soutien dans le cadre du dispositif dérogatoire prévu à l'article 6 du décret modifié n°2014-444 du 29 avril 2014 permettant une prise en charge partielle des intérêts dégradés pour une période de trois ans à compter de la date du dépôt du dossier pour deux prêts, souscrits auprès de Dexia Crédit Local et désormais gérés par la Société de Financement Locale (SFIL). Cette aide a été accordée par notification du 19 avril 2016 pour des prises en charge de respectivement 15,43% et 13,43%, ce qui représente des montants maximums d'aide de 1 444 100,53 € et 668 752,40 €.

Au vu des propositions de réaménagement transmises par la SFIL et compte tenu de l'analyse de risque sur ces deux emprunts, il avait été proposé de pas procéder au réaménagement de ces deux prêts aux conditions du marché et de bénéficier de l'aide du fonds de soutien au titre du dispositif dérogatoire sous forme de prise en charge partielle d'échéances d'intérêts dues et payées. Ce choix s'est avéré opportun puisqu'aucun de ces deux emprunts n'a donné lieu à paiement d'intérêts dégradés jusqu'en 2023.

Les conditions de sortie de ces emprunts se sont améliorées au regard des conditions de marché et de l'amortissement des encours, et l'un deux a pu être réaménagé en 2018 à des conditions avantageuses. La Métropole a en effet bénéficié d'une opportunité de marché pour refinancer l'emprunt de 9.1M€ indexé sur l'écart entre les taux longs et les taux courts. Initialement construit avec un taux fixe bonifié de 4.57%, le réaménagement a permis de transformer cet emprunt en taux fixe au taux de 4.34%. Ainsi, non seulement le risque a été définitivement écarté, mais la Collectivité bénéficie même d'un gain de 200k€. La seule indemnité constatée de 381k€ est intégralement couverte par le fonds de soutien.

Le second contrat a donné lieu à paiement d'intérêts dégradés en 2023 et 2024, et au bénéfice du fonds de soutien. Le réaménagement de cet emprunt est à l'étude depuis sa signature. Les propositions de la banque ont toujours conduit à une pénalité de remboursement anticipé rédhibitoire (plus de 6M€ lors des dernières propositions), largement supérieure au coût des anticipations mécaniques de marché, ce qui rendent le réaménagement inopportun.

Ce second contrat dont le réaménagement reste à l'étude présente les caractéristiques suivantes :

- N° du contrat : N° MPH257546 EUR, anciennement MPH985290EUR ;
- Date de conclusion : 20 avril 2007 ;
- Montant initial du capital emprunté : 19 698 971,30 € ;
- Encours au 1^{er} janvier 2024 (après échéance) : 11 531 344.56 € ;
- Durée initiale du contrat de prêt : 28 ans et 8 mois ;
- Durée résiduelle : 12 ans ;
- Taux d'intérêt : 1^{ère} phase de la date de versement au 01/01/2012 : taux fixe de 3,20% 2^{ème} phase du 01/01/2012 au 01/01/2036 : formule de taux structurée indexée sur l'écart CMS 30 ans EUR – CMS 01 an EUR, taux fixe de 3,20 % en dessous de la barrière ;
- Score Gissler 3^E.

Conformément à la décision du comité national d'orientation et de suivi du 28 janvier 2016 et à l'arrêté du 22 juillet 2015 modifié, le bénéfice du dispositif dérogatoire de prise en charge partielle des intérêts dégradés pour une période peut être prorogé jusqu'au terme des contrats et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2028, date de clôture définitive du fonds de soutien.

Pour ce faire, la Collectivité doit en faire la demande expresse par délibération. Une première prorogation a été mise en œuvre par délibération du 25 janvier 2018, une seconde par délibération du 1^{er} février 2021. Il convient aujourd'hui de procéder à une nouvelle reconduction.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la reconduction du dispositif dérogatoire pour le prêt n° MPH257546EUR, anciennement MPH985290EUR ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/24

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 22 février 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20240213-258539-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 21/02/24

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.